

reconstruction du Cambodge, et recommande que l'on tire parti de leurs compétences pour contribuer à faire en sorte que les prochaines élections se déroulent librement et régulièrement;

14. *Se déclare vivement préoccupée* par les observations que le représentant spécial a formulées au sujet du problème persistant de l'impunité, du fait que dans plusieurs régions, les tribunaux montrent peu d'empressement ou ne parviennent pas à inculper les militaires, les membres de la police et des autres forces de sécurité qui commettent des crimes ou des délits graves, et encourage le Gouvernement cambodgien à s'efforcer de régler ce problème, qui revient en fait à soustraire les militaires et la police à l'application du principe de l'égalité devant la loi, et à accorder à cette question une urgente priorité;

15. *Se déclare profondément préoccupée* par les atrocités que continuent de commettre les Khmers rouges, tels la prise et l'assassinat d'otages, ainsi que par les autres incidents déplorables dont font état les rapports du représentant spécial et de son prédécesseur;

16. *Se déclare de même profondément préoccupée* par les violations graves des droits de l'homme que le représentant spécial et son prédécesseur ont signalées dans leurs rapports, et demande au Gouvernement cambodgien de poursuivre, dans le respect de la légalité et des normes internationales relatives aux droits de l'homme, tous ceux qui se sont rendus coupables de telles violations;

17. *Engage* le Gouvernement cambodgien à faire en sorte que les droits fondamentaux de toutes les personnes sur lesquelles il a juridiction soient pleinement respectés conformément aux Pactes internationaux<sup>258</sup> et aux autres instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels le Cambodge est partie;

18. *Demande instamment* au Gouvernement cambodgien d'accorder une attention prioritaire à la lutte contre la prostitution et la traite des enfants et, à cet égard, de collaborer avec le bureau cambodgien du Centre pour les droits de l'homme et les organisations non gouvernementales à l'élaboration d'un plan d'action;

19. *Reconnait* le sérieux avec lequel le Gouvernement cambodgien a établi ses rapports initiaux aux organes pertinents, et l'encourage à continuer de s'efforcer de remplir les obligations que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme lui imposent en la matière, en faisant appel à l'aide du bureau cambodgien du Centre pour les droits de l'homme;

20. *Encourage* le Gouvernement cambodgien à demander au Centre pour les droits de l'homme de le conseiller et de lui apporter une assistance technique en vue de la création d'un organisme national indépendant de protection et de défense des droits de l'homme;

21. *Rend hommage* au bureau cambodgien du Centre pour les droits de l'homme pour les efforts qu'il déploie présentement afin de soutenir et d'aider le Gouvernement cambodgien, ainsi que les organisations non gouvernementales

et autres organismes qui s'emploient à protéger et à défendre les droits de l'homme en coopération avec celui-ci;

22. *Salue et encourage* les efforts que déploient les particuliers, les organisations non gouvernementales, les gouvernements et les organisations internationales qui mènent au Cambodge des activités en faveur des droits de l'homme;

23. *Constate avec satisfaction* que le Secrétaire général prélève sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge les ressources nécessaires pour financer le programme d'activité du bureau cambodgien du Centre pour les droits de l'homme, ainsi qu'il est prévu dans les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, et invite les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les fondations et les particuliers à envisager de verser des contributions à ce fonds;

24. *Prie* le Centre pour les droits de l'homme, agissant en coopération avec les institutions spécialisées et les programmes de développement compétents, de mettre au point et d'appliquer, avec l'assentiment et la coopération du Gouvernement cambodgien, des programmes dans les domaines prioritaires déterminés par le représentant spécial, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables, notamment aux femmes, aux enfants, aux handicapés et aux minorités;

25. *Se déclare vivement préoccupée* par l'utilisation aveugle de mines terrestres antipersonnel qui ont des effets dévastateurs et déstabilisateurs sur la société cambodgienne, encourage le Gouvernement cambodgien à continuer de s'employer à faire enlever ces mines et à appuyer les efforts déployés dans ce domaine, et l'engage à interdire toutes les mines de ce type;

26. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'aide que le Centre pour les droits de l'homme apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens aux fins de la défense et de la protection des droits de l'homme et sur les recommandations faites par le représentant spécial au sujet de questions relevant de son mandat;

27. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge à sa cinquante-deuxième session.

82<sup>e</sup> séance plénière  
12 décembre 1996

## 51/99. Droit au développement

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* la Déclaration sur le droit au développement<sup>265</sup>, qu'elle a proclamée lors de sa quarante et unième session,

<sup>265</sup> Résolution 41/128, annexe.

*Notant* que le 4 décembre 1996 a marqué le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement, étape historique et jalon décisif pour tous les pays et les peuples du monde,

*Réaffirmant* la ferme volonté de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande exprimée dans la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* ses résolutions 45/97 du 14 décembre 1990, 46/123 du 17 décembre 1991, 47/123 du 18 décembre 1992, 48/130 du 20 décembre 1993, 49/183 du 23 décembre 1994 et 50/184 du 22 décembre 1995, ainsi que celles de la Commission des droits de l'homme concernant le droit au développement, et prenant note de la résolution 1996/15 de la Commission, en date du 11 avril 1996<sup>266</sup>,

*Rappelant également* le rapport relatif à la Consultation mondiale sur la jouissance effective du droit au développement en tant que droit de l'homme<sup>267</sup>,

*Rappelant en outre* les principes proclamés dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en date du 14 juin 1992<sup>268</sup>,

*Sachant* que la Commission des droits de l'homme continue à examiner cette question, qui est orientée vers la réalisation et le renforcement du droit au développement,

*Soulignant* la nécessité d'assurer la coordination et la coopération dans l'ensemble du système des Nations Unies pour promouvoir plus efficacement le droit au développement,

*Considérant* que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat ont un rôle important à jouer dans la promotion et la défense du droit au développement,

*Réaffirmant* qu'il est nécessaire que tous les États agissent aux échelons national et international pour assurer l'exercice effectif de tous les droits de l'homme, et qu'il faut mettre en place des mécanismes d'évaluation adéquats pour promouvoir, encourager et affermir le respect des principes énoncés dans la Déclaration sur le droit au développement,

*Se félicitant* de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993<sup>269</sup>, qui réaffirment que le droit au développement est un droit universel et inaliénable qui fait

---

<sup>266</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1996, Supplément n° 3 (E/1996/23)*, chap. II, sect. A.

<sup>267</sup> E/CN.4/1990/9/Rev.1.

<sup>268</sup> Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 [A/CONF.151/26/Rev.1 (Vol. I et Vol. I/Corr.1, Vol. II, Vol. III et Vol. III/Corr.1)]* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe I.*

<sup>269</sup> A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine et que celle-ci est le sujet central du développement,

*Rappelant* la relation entre démocratie, développement et droits de l'homme qui est examinée dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, et considérant qu'il importe de créer un climat favorable permettant à chacun de jouir de ses droits fondamentaux, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action susmentionnés,

*Rappelant également* que, pour favoriser le développement, il faut porter une égale attention à la mise en œuvre, la promotion et la défense des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels qui doivent être assurées d'urgence, et considérant que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés et que l'universalité, l'objectivité, l'impartialité et la non-sélectivité doivent prévaloir lors de l'examen des questions les concernant,

*Notant* que certains aspects du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, adopté par la Conférence le 13 septembre 1994<sup>270</sup>, de la Déclaration de Copenhague sur le développement social et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, adoptés par le Sommet mondial le 12 mars 1995<sup>271</sup>, de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action, adoptés par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes le 15 septembre 1995<sup>272</sup>, ainsi que de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), tenue à Istanbul (Turquie) du 3 au 14 juin 1996, concernent aussi la jouissance universelle du droit au développement, dans le contexte de la promotion et de la protection de l'ensemble des droits de l'homme,

*Constatant avec préoccupation* que des obstacles à l'exercice du droit au développement subsistent, aux échelons tant national qu'international, dix ans après l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement,

*Notant* que la première session du Groupe intergouvernemental d'experts créé par la Commission des droits de l'homme et chargé d'élaborer une stratégie d'application et de promotion du droit au développement, tel que celui-ci est énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement, sous tous ses aspects intégrés et multidimensionnels, s'est tenue à Genève du 4 au 15 novembre 1996,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution 50/184 de l'Assemblée générale<sup>273</sup>,

---

<sup>270</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>271</sup> A/CONF.166/9, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>272</sup> A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>273</sup> A/51/539.

1. *Réaffirme* l'importance que le droit au développement, qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme, revêt pour tout être humain et pour tous les peuples de tous les pays, en particulier des pays en développement;

2. *Prie instamment* les États de continuer à promouvoir et à protéger les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques et à mettre en œuvre de grands programmes de développement qui intègrent ces droits aux activités de développement;

3. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>273</sup>;

4. *Réaffirme sa volonté* de donner effet aux résultats de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui réaffirment que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés et que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement;

5. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session un rapport sur l'application de la résolution 1996/15 de la Commission;

6. *Réaffirme* que, pour progresser de façon durable vers la réalisation du droit au développement, il est nécessaire d'élaborer des politiques de développement efficaces à l'échelon national et d'établir des relations économiques équitables et un climat économique favorable à l'échelon international;

7. *Demande* à la Commission des droits de l'homme d'examiner attentivement le rapport de la première session du Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer une stratégie d'application et de promotion du droit au développement, tel que celui-ci est énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement, sous tous ses aspects intégrés et multidimensionnels, en gardant à l'esprit les conclusions du Groupe de travail sur le droit au développement créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1993/22 du 4 mars 1993<sup>274</sup>, ainsi que celles de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, de la Conférence internationale sur la population et le développement, du Sommet mondial pour le développement social, de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II);

8. *Prend note* des efforts que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme déploie en exécution de son mandat, et l'encourage à continuer de coordonner les diverses activités liées à l'application de la Déclaration sur le droit au développement, y compris le suivi des programmes du nouveau service du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat ayant pour principales fonctions de promouvoir et

de protéger le droit au développement, dans le cadre des mesures prises pour assurer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne<sup>269</sup>;

9. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer, dans le cadre de son mandat, à prendre des mesures propres à promouvoir et à défendre le droit au développement, notamment en collaborant avec le Centre pour les droits de l'homme et en mettant à profit les compétences des fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies dont les activités sont liées au développement;

10. *Prie* le Secrétaire général d'informer la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, et elle-même à sa cinquante-deuxième session, des activités que les organismes, fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies auront menées pour mettre en œuvre la Déclaration sur le droit au développement, ainsi que des obstacles à l'exercice dudit droit qu'ils auront recensés;

11. *Demande* à tous les États Membres de poursuivre l'action concrète menée aux échelons national et international pour lever les obstacles à l'exercice du droit au développement;

12. *Demande* à la Commission des droits de l'homme de continuer à lui faire des propositions, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, touchant l'action à entreprendre à l'avenir, en particulier les mesures concrètes à prendre pour assurer la mise en œuvre et le renforcement de la Déclaration sur le droit au développement, y compris toutes mesures permettant de surmonter les difficultés qui y font obstacle, en tenant compte des conclusions et recommandations de la Consultation mondiale sur la jouissance effective du droit au développement en tant que droit de l'homme, ainsi que des rapports du Groupe de travail sur le droit au développement et de celui du Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer une stratégie d'application et de promotion du droit au développement;

13. *Demande* à tous les États de tenir compte, dans les déclarations et programmes d'action adoptés par les conférences internationales convoquées par l'Organisation des Nations Unies sur cette question, des éléments susceptibles de contribuer à promouvoir et à défendre les principes du droit au développement énoncés dans la Déclaration sur le droit au développement;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

15. *Décide* d'examiner cette question à sa cinquante-deuxième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

<sup>274</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1993, Supplément n° 3 (E/1993/23), chap. II, sect. A.